Réunion des membres de l'Opep, fin septembre, à Alger

Un accord augmenterait les prix à 60 dollars

Page 2

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année -N° 3966 - Mardi 6 septembre 2016 – Prix : 10 DA

CAN 2017/Qualifications (6e journée) Algérie 6 -Lesotho 0

Rajevac ne pouvait rêver meilleur début

Page 23

Une mode chez les jeunes

Le tatouage, une pratique de plus en plus prisée

Page 4

Initiative américaine contre réalisme russe

Par Mohamed Habili

Simple coïncidence ou acte délibéré ? C'est au moment où le G20 s'ouvrait en Chine que l'armée syrienne a fait savoir qu'elle avait repris le contrôle des zones qu'elle avait dû abandonner dans Alep aux groupes rebelles quelques jours auparavant. On s'attendait à ce que Russes et Américains révèlent à Hangzhou les détails de l'accord dont il a été question lors de la dernière rencontre à Genève entre John Kerry et Sergueï Lavrov, et qui alors pouvait sembler sur le point d'aboutir, mais c'est de Syrie même qu'est venu le démenti par les actes, à croire que le fait avait été étudié pour survenir en temps et lieu, précédant par ailleurs de quelques heures seulement la rencontre prévue entre les deux présidents, Obama et Poutine. Le président américain, il est vrai, avait déjà assez explicitement annoncé la couleur en disant que les désaccords sur la Syrie restaient encore profonds entre son pays et la Russie, mais il n'avait pas exclu pour autant qu'un rapprochement puisse se produire visant à faire baisser l'intensité des combats, principalement dans l'intérêt des populations civiles. D'une façon générale les Américains auront tout fait pour montrer que si les négociations n'ont pas abouti, ce n'est pas de leur faute, mais celle des Russes.

Suite en page 3

Débats houleux attendus au Parlement autour des projets de loi

Les mises en garde de Ouyahia

Ph/D. R.

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, n'a pas attendu longtemps pour réunir les parlementaires de son parti et adresser à travers cette réunion des messages politiques à l'endroit de l'opposition. Lire page 3

Forum international de l'énergie

Le Secrétaire général de l'IEF aujourd'hui à Alger

Page 2

Rentrée en Nouba

Lila Borsali interprète de textes inédits

Page 13

A moins d'une semaine de l'Aïd El Adha

La capitale envahie par la vente anarchique de moutons

CONTRAIREMENT a ce qui été annoncé par le département du Commerce, les points de vente anarchiques de moutons refont surface un peu partout dans la capitale. Tous les espaces sont bons pour liquider son troupeau. La vente anarchique du mouton refait surface encore cette année à quelques jours de l'Aïd El Adha. Les revendeurs placent leurs bêtes à même les trottoirs aux dépens de l'hygiène, de la santé des citoyens et de l'environnement. Depuis presque une semaine, des vendeurs informels s'installent dans différents quartiers d'Alger. Ils s'approvisionnent et vendent sans avoir la moindre autorisation, et beaucoup d'entre eux sont des habitués. Les ovins sont parqués sur les trottoirs et dans les quartiers populaires. A mesure que l'Aid El Adha approche, c'est une braderie du mouton à ciel ouvert à laquelle nous assistons. Beaucoup d'Algériens profitent de cette période et s'improvisent revendeurs en squattant des espaces publics, au mépris de la loi. Afin de mettre un terme à cette anarchie, le ministère de l'Agriculture a décidé d'aménager des espaces de vente de bétail afin de permettre aux éleveurs de vendre directement aux consommateurs et mettre ainsi fin aux intermédiaires et à la spéculation. Le ministère, en coordination avec la Fédération nationale des éleveurs de bétail et l'Union nationale des paysans algériens, mobilisera tous les moyens nécessaires, notamment les espaces de vente et la couverture vétérinaire du bétail proposé à la vente. Cette opération entre dans le cadre des facilitations accordées aux éleveurs de bétail afin de leur permettre de vendre leurs produits directement sans recourir à des intermédiaires et contribuer ainsi à la lutte contre la spéculation. Une mesure que les vendeurs de moutons n'ont pas respecté. Les maquignons sont invités solennellement à rejoindre ces espaces qui se trouvent dans pratiquement toutes les communes de la wilaya d'Alger. La vente anarchique du mouton de l'Aïd semble, malgré toutes les dispositions prises par les pouvoirs publics, prendre de l'ampleur. Si dans certaines communes de l'Algérois les maquignons ont fini par respecter les consignes, en s'installant dans les points de vente qui leur ont été désignés, dans d'autres communes de la capitale l'anarchie persiste. Partout dans la capitale, des marchés dédiés exclusivement à la vente de bestiaux ont été aménagés pour la circonstance et ce, dans le but de contenir l'anarchie habituelle qui accompagne l'événement de la fête de l'Aïd. Mais les commerçants essayent toujours d'écouler leurs bêtes en dehors de ces espaces. C'est ainsi que les moutons se vendent toujours dans les quartiers et dans les cités.

Des abreuvoirs y sont même installés pour contenir les troupeaux. C'est le cas de la commune de Bab El Oued, Soustara, La Casbah, place des Martyrs,… les moutons sont proposés à même les trottoirs. Les vendeurs occasionnels s'installent dans les moindres recoins de la ville pour échapper au contrôle, qui se fait d'ailleurs au hasard.

D'autres s'installent sur les principaux axes routiers et sont à l'origine de désagréments pour les automobilistes.

Louiza Ait Ramdane

Réunion des membres de l'Opep, fin septembre, à Alger

Un accord augmenterait les prix à 60 dollars

Intervenant hier sur les ondes de la Radio nationale, l'ex-P-DG de Sonatrach et actuel vice-président de l'Association algérienne de l'industrie du gaz, Abdelmadjid Attar, a prédit qu'un éventuel accord sur le gel de la production de pétrole ferait augmenter les prix du baril à 60 dollars à partir de 2017.

Abdelmadjid Attar

Ph/D. R.

Par Meriem Benchaouia

Prévue en marge du Forum mondial de l'énergie, qui regroupera du 26 au 28 septembre prochain à Alger, producteurs et consommateurs de pétrole, les pays membres et non membres de l'Opep comptent profiter de cette occasion de grande envergure pour tenir une réunion informelle et discuter des prix du pétrole. En marge de cet événement, les 14 pays membres de cette organisation tiendront une réunion informelle, lors de laquelle les représentants tenteront de sceller un accord plafonnant leur production de brut, à l'effet de faire remonter ses cours. Cela devra être une occasion pour les membres de l'Opep de mener des discussions autour de la stabilisation du prix du pétrole, évitant ainsi sa tendance baissière et converger vers les voies à même de renverser cette tendance. Effectivement, l'accord de principe exprimé par les membres de l'Opep et hors Opep, relatif au gel de la production de l'or noir date de janvier dernier. Intervenant hier sur les ondes de la Radio nationale, l'ex-P-DG de Sonatrach et actuel vice-président de l'Association algérienne de l'industrie du gaz, Abdelmadjid Attar, a prédit qu'un éventuel accord sur le gel de la production de pétrole ferait augmenter les prix du baril à 60 dollars à partir de 2017. Qualifiant la réunion d'Alger d'«*extrêmement importante*», l'expert en énergie a estimé que «*tous les signaux sont positifs pour le moment*» quant à un éventuel accord sur le gel de la production pétrolière des pays de l'Opep. «*Les pays de l'Opep ont intérêt à geler leur production actuelle et il faudrait que tout le monde respecte ce gel sur le terrain*», a-t-il préconisé sur les ondes de la Radio nationale. «*Il faut même réduire la production, car ce qu'on perdra en quantité on le gagnera en prix, c'est la dernière chance pour stabiliser les prix et les faire augmenter à 60 dollars en 2017*», a-t-il soutenu. Mais si les producteurs ne parviennent pas à un tel accord (le gel), les prix «*ne vont pas dépasser 45 dollars/baril en moyenne et c'est ce qui correspond au prix d'équilibre par rapport aux capacités de consommation mondiale actuellement*», a-t-il affirmé en estimant qu'un prix du baril au-dessus de 100 dollars était par contre à «*oublier complètement*». L'expert reconnaît cependant qu'un accord sur le gel de la production de l'Opep ou encore sur une réduction de la production se trouvera confronté aux besoins pressants de certains pays, notamment l'Irak, d'augmenter leurs productions. D'autre part, le niveau de production de l'Opep et même des pays hors Opep, influe certes sur les prix, mais demeure un seul facteur parmi beaucoup d'autres, a souligné M. Attar. Aujourd'hui, «*ce n'est pas uniquement l'Opep qui va faire baisser ou augmenter les prix! L'Organisation détient 80% des réserves mondiales de pétrole mais ne représente que 35% de la production mondiale... des pays comme la Russie et les USA* (non Opep) *produisent ensemble deux fois plus que l'Arabie saoudite*», a-t-il fait remarquer. «*Une simple grève au Nigeria peut augmenter le baril de 2 ou trois dollars, un début de conflit politique au Moyen-Orient peut créer une crise*», a-t-il soutenu pour montrer l'impact important des conflits politiques sur les prix du baril.

Mettre le paquet sur le gaz

Toutefois, un prix plus ou moins élevé du baril de pétrole profitera certes à l'Algérie, mais, avec des réserves gazières de l'ordre de 22 000 milliards de m³, le pays devrait compter plus sur son gaz que sur son pétrole, a recommandé M. Attar. «*Il faut mettre le paquet sur le gaz dont il faudrait absolument économiser la consommation à travers notamment le développement des énergies renouvelables*», a-t-il conseillé en rappelant que la place des exportations algériennes de gaz sur le marché méditerranéen était tellement importante qu'«*aucun pays ne peut la concurrencer*». L'Algérie sera également appelée à exploiter le gaz de schiste le jour où elle acquerra la technologie et les moyens logistiques nécessaires, a-t-il encore prédit. En attendant, il faut préserver la production gazière conventionnelle: le pays produit 83 milliards m³ de gaz/an et en consomme 40 milliards de m³, un niveau de consommation qui a augmenté de 300% par rapport à l'an 2000 et avec une production de l'électricité tirée toujours à 99% du gaz naturel, ce qui représente «*un gros problème*», a-t-il estimé. Il a par ailleurs affirmé qu'une bonne part de la production électrique devrait en revanche se faire à partir des énergies renouvelables. En plus, les 40 milliards de m³ sont consommés à hauteur de 70% par les ménages, par des secteurs non productifs de plus-value et par le secteur des transports, alors que l'industrie n'en consomme que 15%, selon lui. «*Si l'on continue avec ce rythme de consommation et si on ne développe pas les énergies renouvelables, l'Algérie pourrait cesser d'exporter du gaz en 2030*», a averti M. Attar qui suggère, en parallèle, de faire augmenter graduellement les prix de l'énergie dans le pays.

M. B.

Forum international de l'énergie

Le Secrétaire général de l'IEF aujourd'hui à Alger

Le Secrétaire général du Forum international de l'énergie, Xiansheng Sun, effectuera à partir d'aujourd'hui une visite de travail en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie. Cette visite de trois jours «*intervient dans le cadre de la préparation de la 15e réunion ministérielle du Forum International de l'Energie* (IEF15) *qui se tiendra du 26 au 28 septembre à Alger*», a noté le document. Au cours de sa visite, M. Sun qui conduira une délégation du Secrétariat de l'IEF aura une rencontre avec le ministre de l'Energie Noureddine Boutarfa. Il visitera également le Centre international des conférences d'Alger (CICA) qui abritera cet important évènement international, conclut le communiqué.

R.N.

–Débats houleux attendus au Parlement autour des projets de loi–

Les mises en garde de Ouyahia

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, n'a pas attendu longtemps pour réunir les parlementaires de son parti et adresser à travers cette réunion des messages politiques à l'endroit de l'opposition.

Ph /D. R.

Par Nacera Chennafi

Le Parlement a ouvert ses portes ce dimanche par une cérémonie protocolaire à laquelle n'a pas assisté un nombre important de députés même ceux de la majorité, à savoir le Front de libération nationale, en plus du boycott officiel du Front des forces socialistes. En dehors de l'orientation des parlementaires vis-à-vis des projets de loi qui seront soumis par le gouvernement au Parlement, Ahmed Ouyahia a adressé une analyse à travers la quelle il a envoyé des messages notamment à l'opposition. Sachant que la session parlementaire 2016-2017 est la dernière dans la législature actuelle avant l'organisation des élections législatives en avril prochain, Ouyahia dira devant ses parlementaires que la tenue des législatives au premier semestre 2017 risque de «*renforcer certaines tendances aux surenchères qui ne serviront pas les intérêts du peuple*». Allusion probablement aux critiques de l'opposition au sujet de certains projets de loi, dont celui de la retraite et le projet de loi de finances 2017 portant plusieurs impôts qui toucheront les citoyens même si le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, s'est voulu rassurant en affirmant que les hausses prévues ne vont pas affecter le pouvoir d'achat des Algériens. Selon le communiqué du bureau national, rendu public à l'issue de la rencontre des membres du bureau national du RND avec les parlementaires du parti, il est indiqué que les débats se sont focalisés sur la situation économique et sociale dans le pays ainsi que sur les travaux de la session parlementaire ouverte ce dimanche.

Pour Ouyahia, la nouvelle session du Parlement se tient alors que le pays continue d'«*œuvrer à surmonter la crise financière et poursuivre son développement*». Ainsi, le SG du RND ne semble pas tenir un discours rassurant sur les retombées de la chute des prix du pétrole sur le pays.

Pour rappel, Ouyahia avait, à plusieurs reprises, appelé à dire la vérité aux Algériens. Concernant le débat au sein du Parlement, le RND se dit fidèle à sa tradition, fera prévaloir les intérêts des citoyens et participera à l'activité parlementaire «*sans démagogie*». Dans ce cadre, il est ajouté que le parti demeure «*constant dans son soutien à son excellence monsieur le président de la République ainsi qu'à l'application de son programme par le gouvernement*».

Enfin, Ouyahia a indiqué que les parlementaires du parti sont donc invités à porter les préoccupations de la population de leurs circonscriptions aux tribunes de chacune des deux chambres, contribuer à l'enrichissement des projets de loi dans les commissions parlementaires et à apporter leur appui au gouvernement lors du vote des différents textes législatifs. A comprendre que le RND compte soutenir les différents projets de loi qui font déjà l'objet de polémique, notamment celui de la retraite qui met fin à la retraite anticipée. Il y a également le PLF 2017 autour duquel le débat s'annonce houleux du fait qu'on avance déjà l'introduction de plusieurs impôts.

D'autres projets sont déjà soutenus par le RND, comme le projet de loi fixant la liste des hautes responsabilités de l'Etat et des fonctions politiques dont l'accès requiert la nationalité algérienne exclusive. Cette question avait suscité une polémique même du côté du Front de libération nationale. Et pour le règlement intérieur, le RND s'était déjà prononcé pour mettre fin à l'absentéisme des députés et le nomadisme politique alors que certains députés du FLN n'adhérent pas à l'obligation de présence à toutes les plénières. Lors d'une réunion conjointe des bureaux des deux chambres du Parlement, tenue dimanche après-midi, l'agenda de la nouvelle session ordinaire a été fixé.

Celle-ci compte 8 projets de loi déposés auprès du bureau de l'Assemblée et une douzaine d'autres susceptibles de l'être auprès de celui-ci. Il s'agit notamment des projets de loi modifiant et complétant la loi n° 05-06 du 23 août 2005 relative à la lutte contre la contrebande, de celui fixant la composition et les modalités de désignation des membres du Conseil national des droits de l'homme ainsi que les règles relatives à son organisation et à son fonctionnement, et de celui fixant la liste des hautes responsabilités de l'Etat et des fonctions politiques dont l'accès requiert la nationalité algérienne exclusive.

N. C.

21e opération de relogement à Alger

Zoukh : la 4e phase permettra l'éradication des grands bidonvilles

Le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a annoncé, hier, que la 4e et dernière phase de la 21e opération de relogement des habitants de bidonvilles et de logements précaires à Alger débutera «*incessamment*» durant le mois en cours et permettra l'éradication des grands bidonvilles. Dans une déclaration à l'APS, M. Zoukh a indiqué que la 4e et dernière phase de la 21e opération de relogement qui concerne près de 3 000 familles qui bénéficieront de logements décents très prochainement, permettra l'éradication des grands bidonvilles, à savoir celui d'«El hofra» de Oued Semar (1 200 familles) et ceux de Bordj el Kiffan et Bordj el Bahri. Le wali d'Alger a affirmé que le nombre global des familles recasées depuis le début de l'opération de relogement en juin 2014 atteindra, à l'issue de la quatrième étape de la 21e opération de relogement en septembre 2016, près de 46 000 familles. Les statistiques établies en 2007 montrent que 72 000 familles ont besoin de logements décents dans la wilaya d'Alger alors que 84 000 unités ont été réalisées dans le cadre du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a-t-il rappelé. Il a affirmé, en outre, que la wilaya d'Alger prendra également en charge les dossiers des familles habitant dans des haouch et des gourbis et s'occupera immédiatement après des dossiers des Algérois vivant dans des habitations «*exiguës*» et des jeunes désirant acquérir un logement pour se marier. La 21e opération de relogement concernera 7 000 familles. La première et la deuxième étapes ont touché 3 000 familles, rappelle-t-on. Depuis le début des opérations de relogement, 77 établissements éducatifs ont été libérés, a indiqué M. Zoukh qui a précisé que «*plus de 450 établissements encore occupés par des familles seront libérés progressivement*». Concernant les recours, M. Zoukh a indiqué que depuis 2014 les services concernés ont été destinataires de 12 844 recours dont 11 350 ont été traités et sur lesquels 10 000 ont rejetés contre 712 acceptés, alors que 1 484 autres sont en cours d'examen.

Hacine B.

LA QUESTION DU JOUR

Initiative américaine contre réalisme russe

suite de la page Une

Il ressort de leurs déclarations que l'accord en discussion est en entier leur initiative, et que le rôle des Russes a consisté jusque-là à voir comment le vider de sa substance, sinon à le récuser purement et simplement. Il y aurait d'une part une réelle volonté d'aboutir à une cessation des hostilités dans toute la Syrie, prélude à des négociations prometteuses, et cette bonne disposition serait entièrement la leur, et de l'autre une flagrante mauvaise volonté de la part des Russes, qui ne voudraient d'aucune solution qui ne garantisse pas le maintien du régime syrien pour l'essentiel dans sa forme actuelle. Ce à quoi les Russes répondent, mais jusque-là par l'intermédiaire d'échelons subalternes, que les négociations achoppent en réalité sur des divergences concrètes, dont la plus importante concerne la liste des groupes terroristes qui le cas échéant seraient exclus du cessez-le-feu. Or ce point est crucial. Si un cessez-le-feu est décrété qui n'englobe pas – en dehors bien sûr de Daech – le groupe affilié à Al-Qaïda, qui en prévision de cette étape a d'ailleurs pris soin de changer de nom, et contre lequel Américains et Russes joindraient leurs forces, comme stipulerait une clause de l'accord en discussion, ce serait comme si les Américains se retournaient contre l'opposition syrienne, entendu que le Front Nosra est sa principale composante militaire. N'oublions pas que celui-ci figure toujours sur la liste américaine des organisations terroristes. Les Etats-Unis iraient-ils jusqu'à vouloir son élimination, avec la même détermination que la Russie, dans le cas où un accord est effectivement passé entre eux ? Cela ne reviendrait-il pas à dégarnir grandement les rangs de la rébellion, avec pour effet en quelque sorte indésirable, mais néanmoins inéluctable, de dévoiler la faiblesse insigne de sa composante modérée, théoriquement partie prenante aux négociations devant s'en suivre ? On a du mal à le croire. On comprend en tout cas que les Russes ne veulent pas s'engager à la légère dans une voie tracée par les Américains, qu'ils leur demandent des garanties avant de rien convenir avec eux. La mauvaise volonté que les Américains s'emploient à leur faire prêter par le reste du monde n'est en réalité que réalisme et circonspection, pour peu qu'on y regarde.

M. H.

Une mode chez les jeunes

Le tatouage, une pratique de plus en plus prisée

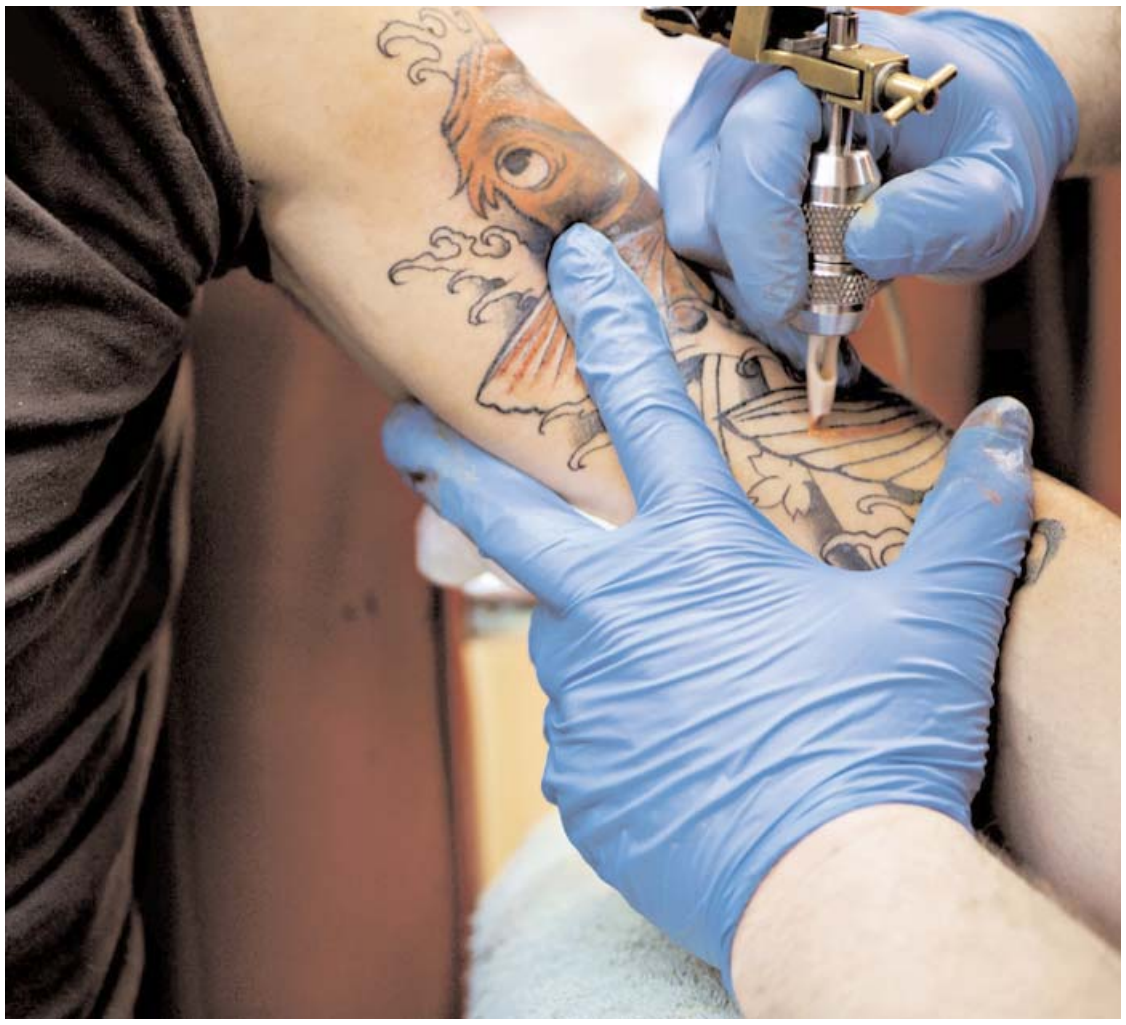
Se faire tatouer en Algérie n'est non seulement plus un tabou chez bon nombre de jeunes mais plus encore, c'est même devenu une véritable mode par laquelle ils s'identifient à leur idole.

Par Yacine Djadel

Désormais, finies les cachotteries. Avoir son propre tatouage n'est plus de l'ordre de la honte vis-à-vis des siens ni auprès du reste de la société, comme c'était le cas avant. Après avoir été longtemps présenté comme une pratique traditionnelle ancestrale, munie d'une forte symbolique culturelle, le tatouage est devenu pour plusieurs générations un grand tabou au sein de la société algérienne. Des interdits liés à la religion, au taux surélevé de conservatisme, ce ne sont pas les causes qui manquent au changement des mœurs de nos citoyens. Ces derniers temps, cependant, se faire tatouer n'est non seulement plus un tabou chez bon nombre de jeunes mais plus encore, c'est même devenu une véritable mode par laquelle ils s'identifient à leur idole. En parcourant les ruelles, notamment des grandes villes comme Alger, on rencontre de plus en plus de jeunes tatoués qui n'hésitent pas à se montrer pour faire valoir leurs tatouages.

L'exhibition de leurs bras et torses en ces temps de canicule s'avère même une réelle tendance estivale. Une apparition du phénomène qui prend de l'ampleur. Si les filles affichent généralement de jolis tatouages au héné ou el harkous sur les mains et les pieds, les jeunes garçons, quant à eux, montrent surtout des avant-bras et des torses tatoués à l'encre. Une manière de mettre en avant leur virilité, selon certains de ces jeunes.

«*C'est ça les zzz ….hommes mon frère. Mon aigle je l'ai fait car j'ai une grosse moto et ça va avec*», nous balance l'un d'eux, rencontré dans la rue. Djamel, la trentaine, ayant plusieurs tatouages à son actif, nous explique qu'il y va aussi d'un grand sens pour lui. «*Le petit visage de femme que vous voyez, là juste en bas de mon épaule gauche, je l'ai fait avec de la vraie encre, à l'épingle. Il m'a coûté cher mais il signifie pour moi le deuil de ma petite sœur, Allah yerhemha, que je n'ai pas encore fait*», a t-il confié. C'est dire que les nouvelles pratiques de tatouage reviennent en force au sein de notre société et chez les jeunes en grande partie qui ne manquent pas d'en être les ambassadeurs. Questionné sur l'aspect d'éventuels mauvais regards que les autres peuvent avoir à leur égard, surtout venant des milieux conservateurs, Karim, un jeune étudiant, nous explique que l'époque a changé et que ce n'est pas forcément un manque de respect d'autrui comme le laisseraient entendre certains. «*Moi, par exemple, j'ai fait un petit tatouage, certes, qui n'est pas indélébile, mais avec le consentement de mes parents. Il y a un artiste français dont je suis fan et j'ai fait le même tatouage que lui, franchement je ne vois pas où est le mal*». Parfois, il est à noter que les principales motivations des jeunes à se faire leur propre tatouage sont dues au profond désir d'affirmation et d'identification spécifique à leur âge. A cet effet, loin de ressembler au même contexte du tatouage femmes pendant la colonisation et le symbole des tribus profondément ancrées dans la société, l'actuel tatouage des jeunes est loin d'être anodin. Il est à signaler également qu'en matière de tatouage, celui des repris de justice est aussi visible et courant que. Par ailleurs, pour ce qui est de la manière ou des endroits vers lesquels s'adresser en vue de se faire tatouer, il faut savoir que, contrairement au phénomène qui ne cesse de se répandre, ces lieux restent tout de même fermés, à savoir difficilement accessibles. **Y. D.**



Ph/D. R.

Education

Les livres de deuxième génération contiennent des textes «purement algériens»

LE DIRECTEUR de l'éducation d'Alger-Centre, Nouredine Khaldi, a affirmé, dimanche à Alger, que les programmes des manuels de deuxième génération qui seront enseignés aux élèves du cycle primaire (1re et 2e années) contiennent des textes d'auteurs algériens et non des textes «*importés*» comme c'était le cas auparavant. Dans une déclaration à l'APS, M. Khaldi a indiqué que «*les programmes des livres scolaires évoquent l'identité nationale, le patrimoine national et l'histoire de l'Algérie*», ajoutant que les enseignants ont bénéficié de stages de formation sur la méthode d'enseignement de ces programmes en prévision de l'année scolaire 2016/2017. Il a précisé que les manuels de deuxième génération permettront d'alléger les cartables des élèves de première et deuxième années primaires en «*limitant le nombre de livres* (10 auparavant) *à deux, l'un pour l'arabe et les matières annexes et l'autre pour les maths, la technologie et les sciences*». Il a précisé qu'il a été procédé, dés le 10 août dernier, à la distribution de ces manuels au prorata du nombre d'élèves inscrits dans chaque école. Les écoliers ouvrant droit à la prime des 3 000DA, les enfants des travailleurs du secteur et ceux de la première année primaire en bénéficieront à titre gratuit, a ajouté M. Khaldi, rappelant que les cahiers d'activités étaient par contre payants. Plus de 700 000 écoliers, des trois paliers confondus, ont pris dimanche matin le chemin de l'école au niveau de la wilaya d'Alger dans le cadre de la rentrée scolaire 2016-2017, rappelle-t-on. **Yanis C.**

En prévision de l'Aïd El-Adha à Béjaïa

67 points de vente désignés

La direction des services agricoles, notamment l'inspection vétérinaire de la wilaya de Béjaïa, a désigné pas moins de 67 points de vente de moutons à travers la wilaya en prévision de la fête religieuse de l'Aïd El-Adha. Ces sites se situent dans toutes les communes de la wilaya, notamment au niveau des marchés hebdomadaires de Sidi-Aïch, Akbou, Béjaïa, Kherrata, Tazmalt, Amizour, Tichy, El-Kseur, etc. Ils sont officiellement autorisés à la vente du cheptel ovin en vertu d'un arrêté du wali de Béjaïa. Cet arrêté vise à réguler le marché de bétail et bien le contrôler d'autant que des maladies sont apparues ces dernières semaines et pourraient s'avérer dangereuses sur la santé des humains. Ces enclos réglementés ont été recommandés à la direction des services agricoles de wilaya par les APC et par des vétérinaires. Dans la ville de Béjaïa, l'APC a désigné sur l'ancien emplacement de l'entreprise «Sider», un site sis en face de l'hôtel Tiziri. Ce dernier bénéficie de la présence de vétérinaires qui contrôlent régulièrement ou quotidiennement le cheptel ovin et de la police dès son ouverture. Le but est de mettre fin à l'anarchie née à l'approche de l'Aïd en ce qui concerne cette activité. En effet, des gens profitent de cette fête pour se convertir en maquignons et vendre des ovins un peu partout sans autorisation, sans contrôle et sans le moindre respect des conditions sanitaires et d'hygiène et parfois dans des zones urbaines. Du reste, le prix du mouton reste élevé dans la plupart des cas. Le prix d'un bon bélier (ayant un bon poids et une bonne taille) est cédé entre 55 000,00 et 65 000, 00DA. Il y a parfois des occasions où l'on peut obtenir un ovin à 50 000,00 DA mais elles sont rares. Il faut souligner que le cheptel ovin de Djelfa reste le plus cher sur le marché. Certains achètent directement chez les éleveurs à des prix souvent inférieurs à ceux des maquignons qui n'hésitent pas à gagner une marge atteignant parfois 10 000 00DA par tête en l'espace de deux heures. Ces derniers investissent très tôt le marché et achètent plusieurs têtes d'ovin à la fois chez des intermédiaires qu'ils revendent à leur tour à des particuliers qui veulent accomplir le rite à des prix très élevés. Ils sont plusieurs à faire cela au point de mettre sous contrôle le marché. Nous les avons vus à l'œuvre fois dans les marchés à bestiaux.

Hocine Cherfa

557 commerces réquisitionnés à Tizi-Ouzou

La direction du commerce de la wilaya de Tizi-Ouzou a annoncé la réquisition de pas moins de 557 commerces pour assurer la permanence durant les deux jours de l'Aid El Adha et éviter à la population desdésagréments dans l'approvisionnement en produits alimentaires et autres. Il s'agit, selon la même source, de 122 boulangeries, 286 commerces d'alimentation générale et 139 autres commerces. En plus de ces commerces, la même direction a également réquisitionné quatre minoteries, quatre laiteries ainsi que les deux unités de production d'eau minérale, Sidi Rached et Lalla Khedija, afin d'approvisionnerles commerces réquisitionnés en farine, semoule, lait en sachet et eau minérale. Pour veiller au respect de ces mesures, la direction locale du commerce de Tizi Ouzou a mobilisé 44 agents. Les commerçants de permanence sont avertis qu'en cas de manquement à cette décision, une amende de 100 000 dinars leur sera infligée. **Hamid M.**

Pétrole

La Russie et l'Arabie saoudite prônent une coopération renforcée

■ Le président russe Vladimir Poutine et le vice-prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane, réunis à Hangzhou en marge du G20, ont prôné une coopération renforcée, notamment dans le domaine pétrolier, entre leurs deux pays, les plus gros producteurs d'or noir.

Par Amel B.

Ph. > D. R.

«*Nous attachons beaucoup d'importance au renforcement de la coopération mutuellement avantageuse avec l'Arabie saoudite. Cela concerne nos relations bilatérales, compte tenu que nous sommes les plus gros exportateurs de pétrole, tout comme les questions internationales*», a déclaré M. Poutine. «*Nous estimons que sans l'Arabie saoudite, on ne peut régler aucun problème important dans la région, et pour nous, c'est très important de maintenir un dialogue permanent avec vous*», a-t-il souligné. Mohammed ben Salmane a de son côté assuré que les relations entre l'Arabie saoudite et la Russie étaient aussi «*stratégiques*», et que «*la coopération et la coordination*» entre les deux pays étaient «*très importantes*». «*Sans participation de la Russie et de l'Arabie saoudite, on ne peut avoir de politique stable dans le domaine pétrolier*», a-t-il estimé, alors que les prix de l'or noir ont fortement chuté ces deux dernières années. Cette chute des prix a durement frappé l'économie des producteurs du pétrole, notamment celle de la Russie déjà affaiblie par les sanctions occidentales en raison de la crise ukrainienne. «*A l'aide de notre coopération, nous pourrons obtenir beaucoup d'avantages en ce qui concerne le développement ultérieur de la situation sur le marché pétrolier*», a ajouté Mohammed ben Salmane, alors que des spéculations vont bon train depuis des mois sur un éventuel gel de la production de pétrole par les principaux exportateurs. Aucun accord dans ce domaine n'a toutefois été annoncé à l'issue de la rencontre.

Le prix repart à la hausse

Le cours du baril de pétrole a bondi de quelque 5% à Londres et à New York hier après la déclaration commune signée par les ministres saoudien et russe de l'Energie en marge du sommet du G20 à Hangzhou, en Chine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 48,10 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,27 dollar par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en octobre prenait 1,16 dollar à 45,60 dollars. En baisse au début des échanges asiatiques, les cours pétroliers ont nettement rebondi à l'ouverture des échanges européens, soutenus par des informations faisant état d'une annonce imminente du ministre saoudien de l'Energie Khaled al-Faleh en marge du sommet du G20 dans l'est de la Chine. Le cours du Brent est même monté lundi vers 09h30 GMT jusqu'à 49,40 dollars tandis que le WTI a atteint au même moment 46,53 dollars, en hausse de respectivement 5,5% et 4,7% par rapport à la clôture de vendredi. Lors d'une conférence de presse à Hangzhou, M. al-Faleh a annoncé que l'Arabie saoudite et la Russie avaient tenu des discussions bilatérales afin de stabiliser le marché pétrolier et signé une déclaration commune à ce sujet. «*Les ministres ont reconnu l'importance d'un dialogue constructif et d'une coopération étroite entre les principaux pays exportateurs afin de soutenir la stabilité sur le marché du pétrole et garantir un niveau constant d'investissements sur le long terme*», ont déclaré Khaled al-Faleh et le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, selon le texte diffusé à Moscou par le ministère russe de l'Energie. Les deux ministres ont en outre indiqué s'être entendus pour coopérer ensemble ainsi qu'avec les autres pays producteurs de pétrole, précisant s'être «*mis d'accord pour poursuivre les consultations concernant la situation sur le marché du pétrole et créer un groupe commun de surveillance qui va suivre les indicateurs fondamentaux du marché du pétrole*».**A. B./APS**

G20

Création d'un forum mondial pour réduire les surcapacités industrielles

Un forum mondial sera créé pour évaluer le processus de réduction des surcapacités industrielles mondiales et les subventions qui «*perturbent*» les marchés, a indiqué hier un diplomate européen en marge du sommet du G20. La nécessité de réduire les surcapacités industrielles mondiales et les subventions sera mentionnée dans le communiqué final du sommet du G20, a souligné la source sous couvert d'anonymat citée par des agences. Il y a eu un accord pour reconnaître que «les surcapacités pénalisent» l'économie et que «*les subventions sont une cause principale de distorsions du marché*», a noté cette source. «*Une étape importante*» et «*concrète*», a ajouté le diplomate, en faisant savoir que la Chine avait accepté d'y participer. Selon ce diplomate, les discussions en cours à Bruxelles sur l'attribution ou non du statut d'économie de marché par l'UE à la Chine peuvent jouer dans la balance. Les déclarations contre les surcapacités qui doivent être incluses dans la déclaration du G20, ont été encouragées par les pays industrialisés du G7, a-t-il ajouté. La Chine, qui préside cette année le G20, est vivement fustigée par l'Union européenne et les Etats-Unis pour les colossales surcapacités de ses aciéristes, dont la production excédentaire inonde le marché mondial et fait plonger les cours. Pékin est soupçonné de subventionner largement ses sidérurgistes, souvent des groupes étatiques, via des crédits publics et des rabais de taxes à l'export. Pour autant, la Chine «*ne sera pas*» explicitement mentionnée dans le communiqué final, a précisé le haut diplomate. Fin mai, les dirigeants du G7 s'étaient dits «*déterminés à agir rapidement*» dans le dossier de l'acier. Ainsi, les Etats-Unis ont relevé les droits de douane sur certains produits d'acier chinois à des taux prohibitifs, et des mesures européennes anti-dumping visent déjà les aciers chinois. Sous pression, Pékin a promis d'éliminer jusqu'à 150 millions de tonnes en capacités annuelles d'ici à 2020 (difficiles à concrétiser, en raison de la réticence des entreprises étatiques et autorités régionales. Avec près de 804 millions de tonnes l'an dernier, la Chine produit environ la moitié de l'acier mondial, mais ses aciéristes, minés par le ralentissement économique du pays, ploient sous des surcapacités estimées à plusieurs centaines de millions de tonnes. Ils écoulent donc sur les marchés étrangers une partie de leur offre excédentaire, ce qui fait augmenter les exportations chinoises de 20% en 2015.

Souad H. /agences

Changes

L'euro remonte face au dollar

L'euro montait hier face au dollar après des chiffres décevants sur l'emploi américain, qui pourraient remettre en question un rapide resserrement monétaire aux Etats-Unis. En cours de la matinée, l'euro valait 1,1191 dollar, contre 1,1156 dollar vendredi soir. La monnaie européenne baissait face à la devise japonaise, à 115,49 yens contre 116,02 yens vendredi soir. Le dollar aussi baissait face à la monnaie nippone, à 103,20 yens contre 103,99 yens la veille. L'annonce vendredi aux Etats-Unis de chiffres décevants sur l'emploi, avec seulement 151 000 créations de postes en août, pesait sur le billet vert. Ces chiffres n'étaient pas aussi solides que prévu et certains analystes estiment qu'ils pourraient peser sur la décision sur une hausse éventuelle des taux américains que doit prendre en septembre la Réserve fédérale (Fed). Alors qu'un resserrement monétaire américain profiterait au dollar, la banque centrale reste immobile sur le sujet depuis le début de l'année, mais plusieurs de ses responsables ont récemment agité l'idée d'une hausse des taux, dès la fin septembre. Au lendemain de mauvais chiffres sur l'industrie américaine, les données de l'emploi ont balayé les espoirs d'une hausse des taux en 2016, mais cette hypothèse n'est pas non plus entièrement éliminée, selon des analystes, qui pensent que l'incertitude au sujet de la prochaine hausse de taux va durer beaucoup plus longtemps que le marché le souhaitait. Le marché attend par ailleurs la réunion ce jeudi de la Banque centrale européenne (BCE), qui devrait opter pour un statu quo monétaire, face à la résistance de l'économie après le choc du Brexit.

R.E.

Ansej de Constantine

59% des microprojets initiés par des diplômés des centres de formation

■ Pas moins de 59% des microprojets financés par l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) de Constantine durant le premier semestre de l'année 2016 sont initiés par de jeunes diplômés des centres de formation et d'enseignement professionnels, a indiqué le directeur local de ce dispositif d'aide à l'emploi.

Par Ilham N.

Ph.> D. R.

S'exprimant au cours d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan semestriel des activités de l'Ansej, tenue au siège de l'Agence, Abdenour Ghellab a précisé que le nombre des microprojets élaborés par de jeunes diplômés des centres de formation professionnelle, financés par l'Ansej en 2015, ne dépassait pas les 28% alors qu'en 2011 il était de l'ordre de 16%. Le taux des microprojets initiés par de jeunes détenteurs de diplômes universitaires et financés par l'Ansej est passé de 12% en 2011 à 19% durant le premier semestre de l'année 2016, a encore révélé le même responsable, qui a mis l'accent sur l'importance de la «*formation continue*» dans le développement de la qualité des micro-entreprises.

Depuis janvier 2016, 360 microprojets ont été financés par le biais de l'Ansej de Constantine, a affirmé le même responsable, faisant part d'une ambition de financement de 600 microprojets avant la fin de l'année en cours.

Les microprojets financés à ce jour par l'Ansej ont nécessité un investissement d'environ 400 millions de dinars, a encore ajouté le même responsable, qui a rappelé les efforts multiformes consentis par l'Etat pour permettre le meilleur accompagnement possible pour les jeunes investisseurs engagés dans le processus de ce dispsotif d'aide à l'emploi. Dans ce contexte, le responsable local de l'Ansej a indiqué que 41 investisseurs affiliés au dispositif de l'Ansej et activant dans divers créneaux industriels et de service ont bénéficié de foncier industriel dans les zones industrielles d'Ain Smara et Ain Abid.

Depuis sa création en 1998 à ce jour, l'Ansej de Constantine a financé 10 877 dossiers, qui ont donné lieu à l'ouverture de 29 001 postes de travail, a rappelé le responsable qui a indiqué que le dispositif d'aide à l'emploi œuvre actuellement à favoriser toutes les activités en rapport avec le secteur de l'agriculture notamment. Sur ce nombre de microprojets financés par l'Ansej (10 877), 10% ont été déclarés en faillite, a conclu le responsable.

I. N./APS

Souk-Ahras

De nouveaux établissements scolaires opérationnels

La rentrée scolaire 2016-2017 dans la wilaya de Souk-Ahras a été marquée par la mise en exploitation de différents établissements scolaires, tous paliers confondus. Au cours du coup d'envoi de l'année scolaire, donné depuis le nouveau lycée de la cité de Ghiloussa, le chef de l'exécutif local a précisé qu'à côté du lycée de Ghiloussa, trois autres lycées ont été réceptionnés au niveau des cités d'Ibn Rochd, Djennan Tefah et le POS n°10 du chef-lieu de wilaya et qu'un cinquième dans la commune frontalière d'Ain-Zana sera opérationnel «*avant la fin de l'année 2016*». Ces infrastructures éducatives permettent d'atténuer le problème de «*surcharge*» des classes et contribuent à améliorer les conditions de scolarisation, rapprochent les lycéens des lieux de leur scolarisation, notamment ceux d'Ain-Zana, contraints d'effectuer de longs parcours pour rejoindre leurs classes dans les agglomérations avoisinantes. Cinq nouveaux collèges d'enseignement moyen (CEM) ont été également ouverts au début de cette rentrée scolaire, au niveau des cités de Ghiloussa, d'Ibn Rochd, du POS n°10, au chef-lieu de wilaya, ainsi qu'un collège à la localité de Hanancha, et un autre à l'agglomération secondaire d'El-Kef de la commune de Tiffech. S'agissant du palier primaire, deux groupements scolaires ont été ouverts à la cité de Djennan Tefah, et un troisième dans la commune de M'daourouch, alors que les travaux de réalisation de cinq autres groupements scolaires sont en cours, à travers nombre de communes de la wilaya, a-t-on encore ajouté. Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Souk-Ahras a été également renforcé, lors de cette rentrée scolaire 2016-2017, par l'ouverture de dix unités de dépistage scolaire (UDS), cinq salles de sport ainsi qu'une vingtaine de cantines scolaires. La wilaya de Souk Ahras totalise 94 751 scolarisés pour l'année 2016-2017 dont 4 780 nouveaux lycéens et 10 356 nouveaux collégiens, à côté de 8 618 écoliers qui prennent pour la première fois le chemin de l'école.

A.O./Agences

Céréaliculture

Plus de 186 000 quintaux de céréales stockés à Ghardaïa et Laghouat

Pas moins de 186 000 quintaux de céréales ont été collectés et stockés à Ghardaïa et Laghouat, au terme de la campagne moisson-battage (2015-2016), a-t-on appris des responsables de la Coopérative des céréales et des légumes secs (Ccls) de Laghouat. Cette récolte de céréales est qualifiée de «*record*» par rapport à la saison agricole écoulée, dont la production n'avait pas dépassé 165 000 qx entre les wilayas de Ghardaïa (117 000 qx), et Laghouat (70 000 qx), a expliqué le directeur de la coopérative, Belkadi Fayçal. Une quantité de 168 000 qx de cette production sera destinée pour la consommation, dont le blé dur représente près de 166 000 qx, et le reste est composé de blé tendre (1 970 qx), et l'orge (338 quintaux), selon la même source. Quelque 18 600 qx ont été destinés pour la semence, répartis entre le blé dur (17 800 qx), et l'orge (800 qx), a-t-on signalé. La Ccls de Laghouat avait distribué, au début de cette saison agricole, 30 000 qx de differents types de substances organiques, en sus de 18 000 qx de semences au profit des agriculteurs. Cette saison agricole a connu, en dépit de la sécheresse, un accroissement en matière de production et d'extension des surfaces emblavées, dont à titre d'illustration, la wilaya Ghardaïa qui est passée de 2 000 ha à 3 000 ha, a-t-on ajouté. La coopérative des céréales et des légumes secs de Laghouat s'emploie à la modernisation des mécanismes de suivi et la généralisation de nouvelles techniques dans les campagnes labours-semailles, pour inculquer ces méthodes modernes au fellahs, a-ton signalé. **M.I./APS**

Biskra

Ouverture d'un lycée dans la commune rurale Ras El Miad

LA COMMUNE rurale Ras El Miad, située à 200 km de la ville de Biskra, a vécu un moment fort avec l'ouverture de son premier établissement d'enseignement secondaire à l'occasion de la nouvelle rentrée 2016-2017. L'entrée en exploitation de ce lycée de 800 places a donné, dans le même temps, le coup d'envoi officiel de la rentrée scolaire présidé par les autorités de wilaya et en présence des élèves, de leurs parents et de représentants de la société civile. Dans la cour de l'établissement, le drapeau national a été pour la première fois levé au moment où les 251 élèves du lycée, dont 140 filles, entonnaient avec l'assistance l'hymne national. Représentant un investissement public de plus de 430 millions DA, ce lycée traduit les efforts des pouvoirs publics de rapprochement des établissements pédagogiques des populations, a indiqué le wali Mohamed Hamidou, en marge de la cérémonie d'ouverture. Environ 200 000 élèves dans la capitale des Ziban ont retrouvé les bancs de leurs classes à travers 375 écoles, 127 collèges d'enseignement moyen et 54 lycées, a indiqué le directeur de l'éducation, Salah Bendada. Des trousseaux scolaires ont été symboliquement remis, à l'occasion, à des élèves issus de familles démunies de la commune de Ras El Miad.

APS

ORAN

Distribution de 229 logements de type LPA

Deux cent vingt-neuf logements de type LPA, implantés à Haï Essabah (Sidi Chami), à l'est d'Oran, ont été distribués au cours d'une cérémonie symbolique de remise des clés de ces logements de type F3, présidée par le wali d'Oran et en présence des autorités locales. Il est prévu la réception, le 15 décembre prochain, de 400 autres logements de type LPA, a indiqué le directeur de l'agence foncière de la wilaya, Mohamed Mébarki. Il s'agit de 139 logements à Gdyel, 125 logements à Boutlélis, 81 à Haï El Yasmine (Bir El Djir) et de 40 logements à haï Essabah, a-t-il expliqué. De nouveaux programmes ont été lancés récemment dont notamment celui des 800 logements répartis à travers les communes de Misserghine, Aïn El Bya, El Mouhgoun et Mers El Hadjadj, a encore ajouté, le même interlocuteur. A l'issue de cette cérémonie de remise des clefs, le wali d'Oran a annoncé la réception, pour les différents segments de logements, au titre de l'année 2016-2017, de 10 000 logements de type promotionnel aidé, 4 100 logements promotionnel public et 13 000 logements de type location-vente (AADL) et ce, en dehors des 15 000 logements programmés pour fin 2016. **R.R.**

Libye

Les derniers éléments de Daech à Syrte opposent une «forte résistance»

Les derniers éléments du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI, Daech), encore présents à Syrte en Libye, opposaientdimanche une «forte résistance» face à l'offensive des forces libyennes pro-gouvernementales, a indiqué le porte-parole de ces forces.

Par Faiza O.

Ph.> D. R.

Les éléments de «*l'EI opposent une forte résistance dans leurs derniers retranchements. Ils essaient de faire durer la bataille même s'ils savent que tout sera bientôt fini*», a affirmé Reda Issa, porte-parole de l'opération militaire. «*Les combattants de Daech vont tous mourir avant la fin de la bataille, sous notre feu ou avec leurs ceintures d'explosifs*», a souligné M. Issa. Les forces du Gouvernement d'union nationale (GNA) avaient annoncé samedi attaquer les «*dernières positions de Daech*» en ayant mis en place de nouveaux plans pour minimiser les pertes qui pourraient être causées par des attentats suicide, selon le porte-parole. Depuis leur entrée dans la ville le 9 juin, l'avancée des forces pro-GNA a été ralentie par les tirs de snipers et les explosions de mines ou de voitures piégées. Les combats ont fait samedi au moins 10 morts et une soixantaine de blessés dans les rangs pro-GNA. «*Nous espérons libérer Syrte avant la fête de l'Aïd al-Adha, qui devraitêtre célébrée le 12 septembre*», a précisé M. Issa.

F. O./APS

Efforts du gouvernement libyen dans la lutte antiterroriste

Kobler souligne l'importance du soutien international

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Martin Kobler, a souligné, dimanche, que la lutte antiterroriste et contre l'émigration clandestine figurait parmi «*les principaux défis auxquels fait face la gouvernement libyen*», insistant sur l'importance du soutien international aux efforts des institutions libyennes. Près de huit mois après la signature de l'accord de paix et de réconciliation en Libye, «*un progrès notable a été réalisé sur le plan politique qui a permis de surmonter la conjoncture difficile qu'a vécue la Libye*», a indiqué M. Kobler lors d'une conférence de presse conjointe animée dimanche au siège du ministère des Affaires étrangères avec le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel. «*Le premier défi que doit relever la communauté internationale et le gouvernement libyen concerne la lutte antiterroriste*», a précisé M. Kobler, saluant les réalisations accomplies par l'armée libyenne contre le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI, Daech) sur plusieurs axes. «*Il faut lutter contre l'immigration clandestine*», a-t-il martelé, indiquant que pas moins de 100 000 migrants clandestins étaient arrivés en Italie en provenance de plusieurs pays africains via les terres libyennes. Les questions humanitaires constituent «*un autre défi*» pour legouvernement libyen et la communauté internationale, «d'autant que les conditions sont défavorables dans les établissements hospitaliers libyens où il y a un manque de ressources pharmaceutiques», a ajouté M. Kobler. Le responsable onusien a, dans ce cadre, salué les efforts que déploie le Conseil présidentiel libyen, notamment «*sa décision*» de siéger à Tripoli en dépit des risques sécuritaires, estimant que cela était «*extrêmement important*» pour améliorer la situation politique et sécuritaire du pays. A cette occasion, le responsable onusien a salué les efforts du Conseil présidentiel libyen, notamment sa «*décision courageuse*» de siéger à Tripoli, en dépit des dangers sécuritaires, qualifiant cette démarche de «*très importante*» pour améliorer la situation politique et sécuritaire du pays. Il a affirmé que l'ONU accordait «*une grande importance au volet sécuritaire, principale revendication de tous les Libyens*», déplorant «*un vide structurel*» qu'il convient de rattraper en termes de mécanismes visant à contenir les éléments armés impliqués dans des actes terroristes tel que stipulé dans l'accord de paix.

Valorisation du «rôle constructif et fort» de l'Algérie avec les pays du voisinage

M. Kobler a salué «*le rôle actif, constructif et très fort*» de l'Algérie en faveur du règlement de la crise libyenne à travers les négociations, affirmant qu'il «*émanait de l'attachement de l'Algérie à la stabilité d'une région vitale pour elle et à sa protection contre la menace du terrorisme international et du crime organisé*». Le responsable onusien a souligné l'impératif de profiter de l'expérience algérienne dans le domaine de la réconciliation nationale entre Libyens, ce qui «*leur permettra d'aspirer à un avenir meilleur*», soulignant que pour «*ce faire tous les Libyens doivent prendre conscience des enjeux futurs et non pas l'élite seulement*». M. Kobler a mis en avant «*le rôle important*» des pays du voisinage dans le règlement de la crise libyenne, avec la participation de la communauté internationale, indiquant qu'il existait un consensus au niveau international sur la nécessité de parvenir à des solutions pacifiques de la crise libyenne, ce qui inclut l'Union africaine (UA), la Ligue arabe, l'Union européenne (UE)et l'ONU. Il s'agit d'apporter aide et soutien aux institutions libyennes à la demande des Libyens eux-mêmes, loin de toute ingérence dans les affaires-souveraines de ce pays, a-t-il précisé.

Madjed C.

Tunisie/Youssef Chahed

«Nous devons dire au peuple la vérité»

Le Chef du gouvernement désigné, Youssef Chahed, a souligné qu'il est de son devoir de dire au peuple la vérité sur la situation difficile prévalant dans le pays depuis les cinq dernières années, marquées par la progression du taux de chômage et la marginalisation continue de plusieurs régions, quartiers populaires et catégories démunies. Il a indiqué, dans un discours prononcé vendredi à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) lors d'une séance plénière consacrée au vote de confiance au gouvernement d'union nationale que cette situation a engendré une baisse de confiance du peuple en l'Etat et le désespoir de plusieurs franges de la société, affirmant que tout un chacun est responsable de cette situation, allant de la classe politique, à la société civile, l'administration et la presse. Chahed a fait remarquer que la Tunisie a réussi la transition politique et démocratique sauf que les tergiversations de la classe politique ont impacté la situation économique et sociale dans le pays, ajoutant que le citoyen ne déploie aucun effort au travail, outre le rechignement des hommes d'affaires à investir, notamment dans les régions intérieures, la prolifération de la corruption et du népotisme ainsi que la crise des valeurs que le pays a connus. Et de préciser que l'instabilité régionale, le terrorisme et la crise économique que traversent les principaux partenaires économiques ont contribué à aggraver la situation précaire que le pays vit. Il a également cité la régression de la production de certains secteurs économiques, tels que ceux du phosphate dont la production a baissé de 60%, des hydrocarbures et du tourisme, d'où le faible taux de croissance enregistré au cours des cinq dernières années pour s'établir à 1,5%, assurant qu'un point de croissance permer de créer entre 15 et 20 mille emplois. Cette baisse de création d'emplois, a-t-il dit, a entraîné le recours au recrutement dans la Fonction publique qui a atteint 112 000 nouveaux fonctionnaires compte non tenu des recrutements dans les entreprises publiques, expliquant que la masse salariale qui était de 6,7 millards de dinars en 2010 est actuellement estimée à 13,4 milliards de dinars. Les dépenses de l'Etat qui ont dépassé ses recettes ont entraîné un déficit du budget de l'Etat, incitant le gouvernement à l'emprunt massif et par conséquent au fort endettement du pays qui a atteint 56 millards de dinars en 2016 contre 25 milliards de dinars en 2010, soit 62% du PIB.

Après avoir évoqué le déficit du budget de l'Etat qui est passé de 3 600 millions de dinars à 6 500 millions de dinars, Chahed a mis l'accent sur le déficit de la balance extérieure des paiements causant une baisse de 25% de la valeur du dinar au cours des cinq dernières années. D'où, a-t-il affirmé, le recours à l'emprunt pour combler le déficit budgétaire, financer les projets et les dépenses de l'Etat en s'adressant notamment au Fonds monétaire international (FMI), sachant que l'Etat s'est engagé à une augmentation des salaires au cours de l'année 2017 d'un montant de 1 615 millions de dinars et prévoit un taux de croissance n'atteignant dans le meilleur des cas que 1,6% l'année prochaine. Cette situation qui s'est aggravée en l'absence d'une fermeté de l'Etat exige de prendre les mesures qui s'imposent, d'adopter une politique d'austérité, de réduire les dépenses de l'Etat et de licencier des milliers de fonctionnaires, a averti Chahed.

L'Etat sera, par ailleurs, obligé d'augmenter les impôts tant sur les entreprises que les particuliers et d'arrêter les projets d'infrastructure de base. L'initiative du président de la République de former un gouvernement d'union nationale s'inscrit dans ce cadre, d'où la nécessité de placer l'intérêt national au dessus des différends afin de faire face aux prochaines difficultés, soulignant que la situation exceptionnelle nécessite un programme exceptionnel.

D. I.

Allemagne

Merkel dans la tourmente après une cinglante défaite électorale

■ Angela Merkel et sa politique d'ouverture aux réfugiés se retrouvaient hier au banc des accusés au lendemain de l'humiliante défaite du parti de la chancelière lors d'une élection régionale, dont la droite populiste est sortie grand vainqueur.

Par Ali O.

Ph. > D. R.

Surfant sur les inquiétudes provoquées par l'arrivée d'un million de demandeurs d'asile en 2015, les agressions sexuelles de masse attribuées à des migrants au Nouvel an et deux attentats en juillet revendiqués par les jihadistes de l'État islamique, les populistes de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) célèbrent une score retentissant dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale, région d'ex-RDA communiste, qui renouvelait son parlement régional. Avec près de 20,8%, selon des résultats définitifs, ils arrivent derrière les sociaux-démocrates (30,6%) mais s'imposent à la deuxième place devant la CDU de Mme Merkel (19%), une première dans de telles élections régionales. Le mouvement fortifie du coup sa position à un an des législatives avec cette percée très symbolique dans le fief électoral de la chancelière, qui avait personnellement fait campagne ces dernières semaines.

Le débat national sur l'intégration des réfugiés a éclipsé les enjeux locaux et les alliés bavarois (CSU) de la dirigeante allemande, en opposition frontale depuis des mois avec sa politique d'immigration, sont repartis à l'assaut. Cette élection est «*un signal de protestation contre la politique faite à Berlin*», a jugé le secrétaire général de ce parti, Andreas Scheuer, demandant à nouveau que la chancelière accepte d'instaurer «*un plafond*» annuel de réfugiés autorisés à venir en Allemagne. Le secrétaire général de la CDU, Peter Tauber, a reconnu «*une défaite amère*» et souligné qu'on «*devait comprendre les peurs des gens*». «*Mais on ne doit pas faire l'erreur de dire que chacun qui vote pour l'AfD est d'extrême-droite et est contre les réfugiés*», a-t-il dit. La presse tire elle la sonnette d'alarme face à la montée de droite populiste en Allemagne, un phénomène d'une ampleur inconnue depuis 1945, alors que la chancelière devait réagir dans la journée depuis la Chine où elle se trouve pour le G20. «*C'était plus qu'une petite élection régionale, c'était une élection sur Merkel : une tempête protestataire dans le nord-est a emporté la CDU qui a glissé derrière l'AfD. Une débâcle pour la chancelière*», estime l'hebdomadaire de référence Der Spiegel sur son site. Le quotidien le plus lu du pays et d'Europe, Bild, s'interroge même sur l'avenir de celle qui depuis 11 ans dirige l'Allemagne et semblait intouchable il y a un an. «*Combien de gifles Merkel peut-elle encore supporter?*» demande le journal populaire. L'AfD, désormais représentée dans neuf des 16 parlements régionaux trois ans après sa fondation, aborde la ligne droite vers les législatives de l'automne 2017 en position de force, plaçant son discours de anti-migrants et de rejet du bipartisme et des élites politiques au coeur du jeu politique. Désormais l'Allemagne n'apparaît plus comme une exception européenne, après avoir semblé épargnée par la progression des partis nationalistes et populistes sur le continent. Au niveau national, les populistes allemands en sont à 14% d'intentions de vote pour les législatives selon un récent sondage, soit un gain de 10 points dans les douze mois qui ont suivi la décision de Mme Merkel d'ouvrir son pays aux demandeurs d'asile. Si la chancelière n'a pas encore annoncé sa candidature à un quatrième mandat, rares sont ceux à en douter. Du coup, du côté de l'AfD, l'objectif est tout désigné : faire perdre Angela Merkel. «*C'est le début de la fin pour l'ère Merkel*», a martelé hier l'une des chefs du parti anti-migrants, Beatrix von Storch, jugeant que la politique du gouvernement «*passe à côté des attentes de la majorité de la population*». L'AfD a d'ailleurs reçu sur ce point les félicitations chaleureuses de la présidente du parti d'extrême droite français Front national, Marine Le Pen. «*Ce qui était impossible hier est devenu possible : les patriotes de l'AfD balaient le parti de Mme Merkel. Toutes mes félicitations !*» a déclaré Mme Le Pen sur son compte Twitter. Et l'AfD se prépare pour une nouvelle percée, le 18 septembre lors des élections du Parlement de Berlin.

A. O.

Points chauds

Pique

Par Fouzia Mahmoudi

Pour quelque raison que ce soit, François Fillon reste persuadé que sa seule voix de salut, alors qu'il ne récolte que peu d'intentions de votes dans les sondages concernant la prochaine primaire de droite, est de critiquer Nicolas Sarkozy autant que faire se peut. Comment si la décrédibilisassions de l'ex-chef de l'État était la solution miracle à la médiocrité du nombre de ses soutiens. Et si au tout début de sa campagne, il y a déjà trois ans, lorsqu'il fut le premier à ouvertement exposer ses ambitions présidentielles, l'on comprend qu'il ait cherché à se démarquer de son ancien patron à l'image éreintée, son acharnement d'aujourd'hui semble un peu exagéré. Après tout, Nicolas Sarkozy n'est même pas le candidat favori des Français, ni même des sympathisants de droite, Alain Juppé devançant encore largement l'ancien président auprès des uns et des autres. Mais cela ne semble pas émouvoir Fillon qui continue méthodiquement à cibler Sarkozy avec toutes les munitions qu'il peut trouver. L'ancien Premier ministre a ainsi lancé une pique empoisonnée sur la probité en politique visant Nicolas Sarkozy, en maintenant qu'un homme mis en examen ne devrait pas être candidat à la présidentielle, mais considère en revanche qu'Alain Juppé, condamné en 2004, «*a payé pour d'autres*». «*En effet, imagine-t-on le général De Gaulle mis en examen* ?» a répété François Fillon, candidat à la primaire de la droite, hier, une semaine après avoir prononcé cette phrase lors de sa rentrée politique et alors que dimanche à La Baule Nicolas Sarkozy a appelé à une primaire sans «*pugilat*» à droite. «*Je pose un principe général, je dis que l'exemplarité est nécessaire pour gouverner notre pays, et d'autant plus nécessaire qu'il va falloir le redresser, c'est-à-dire demander des efforts aux Français. J'énonce un principe général qui me paraît être le minimum de ce qui est exigible, et après, chacun naturellement est devant sa conscience et doit agir en fonction de ce principe*», a développé l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy. «*C'est ma conviction personnelle. Je pense que c'est très difficile de gouverner un pays dans un climat comme celui que nous connaissons aujourd'hui. Comme à gauche et à droite il y a des affaires dans tous les sens, je dis qu'il faut revenir à une conception plus rigoureuse de l'exercice du pouvoir*», a-t-il ajouté. Pourtant, malgré ses sorties répétées à l'encontre de Sarkozy et sa propre probité qui n'est pas mise en doute, la probabilité que Fillon atteigne ne serait-ce que le deuxième tour de la primaire est des plus improbables. Pourtant, il semble bien décidé à aller au bout et surtout à tout faire pour bloquer la route à l'ancien président de la République.

F. M.

Législatives à Hong Kong

Des partisans de la rupture avec Pékin entrent au «Parlement»

De jeunes militants prônant une rupture radicale avec Pékin ont pour la première fois été élus au «*Parlement*» hongkongais, deux ans après les grandes manifestations prodémocratie de 2014 dans l'ex-colonie britannique. Plus de 2,2 millions de personnes, soit près de 60% des inscrits - un record - ont voté jusque tard dans la nuit de dimanche à hier pour un scrutin où se présentaient pour la première fois des partisans de l'indépendance du petit territoire du sud-est de la Chine. Les élections au Conseil législatif (LegCo) surviennent au moment où de nombreux Hongkongais ont le sentiment que Pékin veut renforcer son emprise sur la ville semi-autonome, dans les domaines politique, culturel ou encore éducatif. Le dépouillement a confirmé hier midi que quatre des candidats demandant une rupture avec la Chine avaient obtenu un siège au Conseil. Un cinquième pourrait également être élu, ce qui est un symbole fort, même si l'assemblée demeurera contrôlée par un bloc pro-Pékin. Parmi ces jeunes élus, Nathan Law, 23 ans, qui avait été à l'automne 2014 une des figures de proue du «Mouvement des Parapluies», ces manifestations massives qui avaient paralysé des quartiers entiers de Hong Kong. Son mouvement, Demosisto, demande un référendum sur l'indépendance, insistant sur les droits des Hongkongais à choisir leur avenir. «*Les Hongkongais veulent vraiment le changement*», a-t-il déclaré lors du dépouillement. «*Les jeunes ont un sentiment d'urgence en ce qui concerne leur avenir*». Malgré plus de deux mois de blocage des rues, le «Mouvement des Parapluies» avait échoué à obtenir la moindre concession de la Chine en matière de réformes politiques. Sur les cendres de cette révolte était né le mouvement dit «*localiste*» qui cherche à prendre ses distances avec la Chine. Aujourd'hui, une nouvelle génération demande l'indépendance pure et simple, tandis que d'autres militent pour l'autodétermination du territoire repassé en 1997 sous tutelle chinoise. Certains avaient pu craindre qu'une percée des «*localistes*» dans les urnes ne renforce paradoxalement l'emprise de Pékin sur le LegCo, en affaiblissant l'opposition traditionnelle dite «*démocrate*», qui ne soutient pas les «*localistes*». Mais des résultats non définitifs laissent penser hier que l'opposition «*démocrate*» conservera dans la nouvelle Assemblée sa minorité de blocage. Ce qui serait pour elle un très bon résultat. Malgré la défiance suscitée par les partisans de la rupture auprès des «*démocrates*», Nathan Law a plaidé hier pour l'union des forces d'opposition. «*Nous devons être unis pour combattre le Parti communiste*» chinois, a-t-il dit à l'AFP. Les autorités hongkongaises avaient disqualifié des candidats ouvertement indépendantistes, affirmant qu'une telle cause était illégale. Pour pouvoir concourir, certains ont savamment évité ce mot tabou en préconisant «*l'autodétermination*» de l'ex-colonie. Parmi eux, Yau Wai-Ching, candidate du nouveau mouvement Youngspiration, qui a été élue, en défendant le droit de Hong Kong à «*parler de sa souveraineté*». Autre candidat de ce parti, Baggio Leung, 30 ans, dont le discours était truffé d'appels à l'indépendance, devrait aussi être élu. Le système électoral hongkongais, particulièrement complexe, fait qu'il est quasiment impossible que le camp démocrate soit majoritaire au LegCo. Trente-cinq de ses 70 membres sont élus au suffrage universel direct. Mais l'autre moitié des sièges est attribuée selon un mécanisme alambiqué réservé à des groupes socio-professionnels acquis à la Chine continentale. Beaucoup de Hongkongais craignent que les libertés dont dispose Hong Kong, en vertu de l'accord qui avait permis la rétrocession, ne soient en train de s'éroder. L'affaire des libraires hongkongais disparus alors qu'ils publiaient des titres salaces sur la classe politique chinoise, puis réapparus en Chine cet hiver, en est une illustration.

Rentrée en Nouba

Lila Borsali interprète des textes inédits

■ L'artiste Lila Borsali continue de gratifier ses fans avec sa belle voix. Cependant, fêter la rentrée en Nouba ne sera pas seulement avec la voix mélodieuse de l'artiste mais aussi avec des textes inédits interprétés pour la première fois par l'artiste. Il ne s'agit pas d'un nouvel album de Lila Borsali mais de quelques chansons dans les genres andalous, madih et hawzi. De belles surprises attendent les fans de cette artiste, promettent les organisateurs.

Ph.> D. R.

Par Abla Selles

L'interprète de musique andalouse Lila Borsala confirme de plus en plus son ambition d'enrichir la musique andalouse à travers l'interprétation de textes inédits. Cette artiste qui a réussi dans un laps de temps à se faire un nom sur la scène culturelle nationale et maghrébine avec sa belle voix et les recherches qu'elle effectue pour rassembler des textes inédits offre à son public en ce mois de septembre le plaisir de découvrir des poèmes de grands poètes. Il ne s'agit pas d'un nouvel album qui sera dans les bacs mais de quelques chansons qu'elle a choisies d'interpréter aux mélomanes de la musique andalouse à l'invitation de l'Office de Riad El Feth.

En effet, Lila Borsali se prépare pour une soirée artistique pleine de nouveauté et de sonorité. Cette soirée prévue pour le 22 septembre sera une occasion pour assister à l'interprétation de textes peu connus dans les différents genres de l'andalous, du madih et du hawzi. A travers ce spectacle, l'artiste veut fêter avec ses fans la rentrée sociale et culturelle en nouba. C'est la deuxième année consécutive que Lila Borsali fête cet évènement avec ses fans mais cette année la soirée sera porteuse de beaucoup de surprises selon les organisateurs.

Poussée par son désir de chanter, LiLa, dès l'âge de onze ans, apprend à jouer de la mandoline en classe d'initiation dirigée par M. Bekkaï. Elle rejoint quelque temps après l'orchestre senior de la prestigieuse association «Ahbab Cheikh Larbi Bensari» menée par Fawzi Kalfat et en devient l'une des solistes piliers du groupe. Elle participe à de nombreux concerts et festivals ainsi que l'enregistrement d'un CD à Radio France intitulé «*Nouba Zidene*» dans lequel elle interprétait un «insiraf» : «*Ya Ghazal Dabyu el Hima*», un classique de l'anthologie arabo-andalouse.

En 1995, elle quitte Tlemcen pour Paris et devient co-fondatrice de l'Association Les Airs Andalous. Sous la direction de Abdelkrim Bensid, elle opte pour un instrument plus traditionnel la kouitra ; elle enrichit ses connaissances dans le domaine du patrimoine et parfait sa technique de chant. Elle a, pendant les années passées à Paris, l'occasion de côtoyer d'illustres maîtres de la musique andalouse tels que feu Amine Mesli et Yahia Ghoul.

En 2009, Lila Borsali revient en Algérie où elle enregistre son premier CD en tant que soliste,. Dans la même année, elle intègre l'association «Les Beaux Arts» d'Alger sous la direction de Abdelhadi Boukoura. Avec cette association, elle participe à diverses manifestations, et elle enregistre avec l'orchestre une Nouba Rasd où elle interprète un Insiraf. C'est à partir de cette année qu'elle excelle dans l'interprétation de la nouba et du hawzi.

En 2013, suite au décès de son époux Selim Borsali, l'artiste fait une pause de plusieurs mois avant de revenir avec un double album «*Nouba Ghrib*» dédié à son défunt mari. Aujourd'hui elle est l'auteur de quatre albums.

A.S.

Cinémathèque de Béjaïa

«Samir dans la poussière», une complainte humaine à l'écran

«*Samir dans la poussière*», un documentaire-portrait de Mohamed Ouzine (2015), consacré à un contrebandier de carburant (Hellab) aux frontières avec le Maroc, a résonné, dimanche à la cinémathèque de Béjaïa, comme une complainte humaine à soigner absolument voire à exorciser.

Le film, un moyen métrage, déjà auréolé du prix le plus innovant au festival international du cinéma documentaire de Nyon (Suisse), ne traite pas du phénomène intrinsèque de la contrebande aux frontières occidentales du pays, mais dresse un portrait émouvant et poignant d'un de ses acteurs, un maillon anonyme, d'une chaîne tentaculaire. Il s'agit de Samir, un pur et dur, un méchant qui s'y est fait une fausse réputation a contrario de tout ce qu'il est, étant dans la réalité sentimentalement fragile, généreux, un tantinet peureux, notamment sa phobie des fantômes et des djinns.

Perdu dans de vastes étendues de montagnes arides et poussiéreuses, il raconte ses rêves, notamment, un voyage dans des latitudes moins hostiles, un mariage, des enfants, des aspirations basiques en sommes, mais pour lesquels, il reste velléitaire. Il épilogue aussi sur ses peurs, celui de rester dans ces territoires à l'allure carcérale malgré leur immensité et de finir en une espèce de loup-garou, tant il est persuadé qu'il en est le protecteur. Il s'amuse de sa condition et son métier de «Halleb», sachant pertinemment que «le mazout rend malade, le mazout rend fou». Mais, il aime par-dessus tout Edith Piaf, dont la musique l'aide à s'évader.

L.B.

Festival national de musique diwan

Une soirée au son du «dendoun» et du ghiwane

Une immersion dans un style de diwan atypique, propre à la région du M'zab a été proposée au public de Béchar dans la soirée de dimanche par la troupe «Dendoun Sidi Blel» de Ghardaïa lors d'un concert qui a réuni la majorité des déclinaisons du diwan algérien.

Se produisant dans le cadre de la compétition du 10e Festival national de musique diwan qui se tient à Béchar depuis vendredi, «Dendoun Sidi Blel» ont d'entrée conquis le public par une première partie de spectacle rythmée uniquement par le tbel, appelé dendoun dans la région, et les karkabou. Au niveau musical, cette troupe fondée en 1993, a présenté une manière particulière de jouer le diwan en se basant sur les mêmes textes que les autres praticiens mais avec une rythmique monotone et une manière de chanter qui évoque les chorales de l'Ahellil du Gourara, ainsi qu'une voix puissante du koyo bongo de la troupe qui dominait même les instruments. Dans un registre plus conventionnel, les jeunes de «Diwan Essarab» de Tindouf, qui prennent part pour la première fois à ce festival, ont présenté le fruit d'un apprentissage rigoureux puisque la tradition du diwan n'a jamais existé dans la région. Jouant à la manière «triq cherguia» de Béchar, ces jeunes musiciens ont brillé par la justesse du jeu au goumbri, un chant harmonieux et une riche dynamique de groupe sur scène. La région de Tindouf a connu l'émergence du diwan depuis 2010 grâce à Mâallem Smail, un musicien autodidacte et passionné de ce genre qui s'est attelé à organiser de petites manifestations locales avant de remporter un prix à Béchar lors de la précédente édition et de se consacrer à la formation de jeunes talents. Dans la pure tradition des diwan de l'Oranie, la formation «Ahl Diwan» de Mohammadia (Mascara), une confrérie très respectée dans le diwan des wâadate, a présenté un programme modeste sur scène malgré leur grande maîtrise dans les espaces rituels.

Pour le public Béchari le clou de la soirée aura été la montée sur scène de la troupe de ghiwane «Essed Essghira» de Kenadsa qui ont remplacé dans la programmation la diva du diwan Hasna El Becharia qui a annulé sa prestation pour des raisons de santé.

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Complexe sportif 18-Février de Béchar
Jusqu'au 6 septembre :
10e Festival national de musique diwane.

Galerie de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 6 septembre :
Exposition de peinture «Couleurs d'Algérie» de l'artiste Khelifa Sultane Hakim.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria
Jusqu'au 17 septembre :
Exposition d'art plastique intitulée «Du makam à la nouba»

Institut français d'Alger
22 septembre à 19h30 :
Une troupe de danse hip-hop gérée par le chorégraphe et chef de troupe Hervé Koubi dévoile un projet atypique : «Ce que le jour doit à la nuit».

Salle Ibn Khaldoun
Chaque vendredi et samedi du mois de septembre :
Projection du long métrage «Comme des bêtes».
Chaque lundi et mercredi du mois de septembre :
Projection de «SOS fantômes».
Les vendredis, samedis et jeudis du mois de septembre :
Projection de «Suicide squad».

Cinémathèque de Béjaïa et théâtre régional Abdelmalek-Bougermouh
Jusqu'au 9 septembre :
14es Rencontres cinématographiques de Béjaïa.

Librairie Chaïb-Dzair (Alger)
Mardi 6 septembre :
Rencontre autour du thème «Livre : 5 000 ans d'histoire».
Conférence sur l'histoire universelle du livre avec Sid-Ali Sakhri, libraire-éditeur.
Samedi 10 septembre :
Débat autour de l'ouvrage «Combats étudiants pour l'indépendance de l'Algérie, UNEA-UGEMA (1955-1962)», avec son auteur Dominique Wallon, suivi d'une vente-dédicace.

Coup-franc direct

Critiquer pour le plaisir de le faire

Par Mahfoud M.

Certains anciens joueurs, sans doute jaloux de ce que fait cette nouvelle génération de l'EN, ne cessent de critiquer sur les plateaux TV. Malgré le niveau que montre la sélection nationale, cela ne les empêche pas d'égratigner soit les joueurs, soit le coach national. Pour ces derniers, même si la sélection l'emporte avec un score large, cela ne contribue pas à les satisfaire. Ils ont toujours quelque chose à dire, pourvu qu'ils critiquent car le plus important pour eux et de taquiner les gens qui travaillent et qui mettent du cœur dans leurs œuvres. Sans doute qu'ils s'attendaient à ce qu'on leur fasse appel et qu'on leur offre les clés de la sélection. Certes, la liberté d'expression leur permet de parler et d'apporter des éclairages s'ils le souhaitent, mais n'aurait-il pas fallu plutôt encourager ces jeunes qui tentent, tant bien que mal, d'apporter un peu de joie au public algérien qui attend avec impatience de voir sa sélection nationale et lui souhaite tout le bien. Certains estiment que ce comportement est le fait est que ces anciens joueurs ont raté leur carrière et ne conçoivent pas être dépassés par des jeunes qui ont su se surpasser et atteindre ce qu'ils n'ont pas pu faire à leur époque par manque de professionnalisme. **M. M.**

CAN 2017/Qualifications (6e journée) Algérie 6 -Lesotho 0

Rajevac ne pouvait rêver meilleur début

■ Le nouveau sélectionneur national, le Serbe Miroslav Rajevac, ne pouvait rêver de meilleur début avec les Verts, lui qui vient tout juste de prendre en main l'équipe en remplacement du Français Christian Gourcuff.

Ph. > D. R.

Le coach serbe heureux de ce succès

Par Mahfoud M.

Rajevac savait que la mission n'était pas difficile mais appréhendait quand même cette rencontre, lui qui souhaitait débuter fort et l'emportait sur un score assez sécurisant, tout comme l'avait fait son précédésseur avec les Seychelles. L'EN n'a donc fait qu'une bouchée de son adversaire du Lesotho, une petit royaume se situant dans l'une des enclaves faisant partie de l'Afrique du Sud. Les Verts ont encore une fois gratifié le public nombreux du stade Mustapha-Tchaker d'un spectacle de grande facture et le résultat (6/0) reflète la bonne santé des Slimani and co. A propos de ce dernier, il faut dire qu'on l'a découvert lors de ce match dans un tout nouveau rôle. En effet, le nouvel attaquant de Leicester City a été cette fois-ci passeur décisif et a offert deux beaux buts à ces deux coéquipiers Soudani et Mahrez. Pour ce qui est de ce récital offensif, il faut savoir que Mahrez et Soudani ont tous deux fait un doublé, alors que les autres banderilles ont été plantées par Boudebouz et Taïder. Dans l'ensemble, c'était un beau test pour les Verts même si l'adversaire n'était pas un foudre de guerre puisqu'il s'agissait d'une sélection de moins de 23 ans. Pour le reste, il faut noter que Rajevac a fait incorporer le jeune Benacer dans les ultimes moments du match et ce, dans l'espoir de le mettre dans le bain progressivement. Quelques soucis tracassent encore le sélectionneur national avant le vrai test du mois prochain face au Cameroun pour le compte de la première journée des éliminatoires du Mondial surtout sur le plan défensif puisqu'il lui faudra trouver la combinaison pour éviter que l'équipe connaisse des difficultés sur ce plan.

M. M.

Déclarations :

Milovan Rajevac (sélectionneur/Algérie) : «*Le résultat n'était pas vraiment important, car nous étions déjà assurés de terminer à la première place. Mais cela fait toujours plaisir de remporter un match par un score lourd, surtout à la veille d'un important rendez-vous contre le Cameroun, pour le compte des qualifications au Mondial-2018. Ce match contre le Lesotho m'a donné une image plus claire sur le rendement des joueurs, chez lesquels j'ai relevé plus de points positifs que négatifs. Ce qui n'était pas très évident, sachant que nous avons changé de système de jeu pour rééquilibrer l'équipe. Le précédent stage s'est très bien passé et avec cette large victoire je suis convaincu que le prochain regroupement se passera dans de bien meilleures conditions. Si j'ai fait sortir Boudebouz à la mi-temps, ce n'était pas pour le sanctionner d'avoir refusé de laisser Ghoulam exécuter le penalty. C'était un simple choix technique destiné à donner du temps de jeu à Brahimi en vue des importantes échéances à venir. Pour ce qui est de Slimani, il a fait le maximum. Mais son récent transfert a dû le perturber un peu et c'est peut-être cela qui l'a empêché de marquer*».

Moses Maliehé (sélectionneur du Lesotho) : «*Nous avons affronté une excellente équipe algérienne, avec de très bons joueurs à chaque compartiment de jeu. C'est une équipe professionnelle qui sait varier le jeu avec une efficacité dévastatrice devant les buts. L'Algérie mérite amplement cette large victoire, mais je pense qu'elle aura plus de mal lors des qualifications de la Coupe du monde 2018, car elle aura affaire à des adversaires de gros calibre*».

Standard de Liège

Belfodil voulait rebondir en Europe

L'INTERNATIONAL algérien, Ishak Belfodil, a indiqué que son choix porté sur Standard de Liège pour lequel il vient d'opter, a été motivé par la participation de ce club de première division belge de football dans l'Europa League cette saison. «*J'avais des touches en France, mais l'Europa League a influencé mon choix. Le Standard est un club très chaud : certains clubs italiens n'ont pas autant d'abonnés. Et on est ambitieux : on veut jouer les premiers rôles !*», a justifié Belfodil au quotidien *La Dernière Heure*.

Belfodil (24 ans) a résilié au milieu de le semaine passée son contrat avec Bani-Yas, pensionnaire du championnat des Emirats arabes unis, où il n'est resté qu'une seule saison. Il s'agissait de sa première expérience en dehors de l'Europe, lui qui avait été formé à l'O Lyon (France), avant de jouer pour plusieurs clubs italiens, à l'image de l'Inter Milan et l'AS Parme. Son choix de jouer aux Emirats lui a coûté cher sur le plan sportif, puisqu'il n'est plus convoqué en sélection algérienne depuis plusieurs mois.

Pourtant, le joueur nie avoir choisi la destination du Golfe pour de l'argent, comme l'avait commenté de nombreux d'observateurs. «*Si j'avais privilégié l'argent, je serais resté aux Emirats*», a-t-il répliqué. Belfodil se voyait offrir vendredi ses premières minutes de jeu en amical contre Marseille, match où il aura contribué à la victoire des Rouches (3-0). En dépit de son gabarit (1,92m/86kg), l'attaquant algérien n'est pas un avant-centre de métier, il se définit plutôt comme un second attaquant voire plus un «numéro 10». Mais l'ancien de Bologne prend tout de même plaisir à marquer, bien évidemment.

«*Cela m'a fait plaisir de marquer, mais surtout de courir*», a-t-il encore dit. Et d'évoquer un peu plus ses caractéristiques et autres qualités : «*J'ai repris il y a un mois aux Emirats, mais je me suis entretenu personnellement car je savais que je voulais revenir en Europe. J'avais donc besoin de me dépenser ce vendredi. Vous l'avez vu : je ne suis pas un attaquant statique. J'aime courir, faire des appels, libérer des espaces. Je ne suis pas un 9, mais un 10. J'aime jouer derrière un autre attaquant. Mais je peux jouer partout devant*».

Basketball/Afrobasket-2016 U18 (filles)

L'EN décroche la 7e place

La sélection féminine algérienne des moins de 18 ans de basket-ball a enfin, remporté sa 1re victoire à l'Afrobasket-2016 (U18), en battant son homologue ougandaise sur le score (59-43), mi-temps : (30-15), en match de classement (7e-8e) de la compétition disputée dimanche au Caire (Egypte). Les joueuses de Djaâfar Cherbal ont gagné les deux premiers quart-temps respecticvement par 14-10 et 16-5, ainsi que le 4e QT (12-9), concédant seulement le 3e QT aux Ougandaises (17-19). Cette victoire, la 1re du tournoi pour les Algériennes, survient après cinq défaites de rang concédées respectivement devant l'Egypte (43-92), l'Angola (21-49, Madagascar (27-55), le Mali (20-83) et la Tunisie (43-47). De son côté, Madagascar a pris la 5e place à la faveur de sa victoire devant la Tunisie (59-45), mi-temps (28-15). L'Afrobasket-2016 a pris fin ce dimanche avec le déroulement du match de classement pour la 3e place entre l'Angola et le Mozambique, suivi par la finale qui mettra aux prises le Mali (tenant du titre) à l'Egypte (pays organisateur). Les sélections malienne et égyptienne sont qualifiées pour le Championnat du Monde-2017 des U19 Féminin, prévu l'an prochain à Udine (Italie).

Athlétisme/ Meeting de Roverto

Lahoulou et Hethat seront engagés sur 400m haies et 800m

LES ALGÉRIENS Abdelmalek Lahoulou (400m haies) et Yassine Hethat (800m) disputeront le meeting international de Roverto, prévu le 6 septembre courant en Italie, «*avec la ferme intention de terminer la saison en beauté*», ont affirmé ces deux athlètes, dimanche, dans une déclaration au site officiel de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). «*La saison a vraiment été éprouvante, car outre la préparation intense, nous avons disputé plusieurs compétitions internationales ayant suscité une grosse débauche d'énergie. Cela dit, malgré la fatigue, nous espérons réussir un bon résultat au meeting de Roverto pour terminer la saison en apothéose*», ont indiqué Lahoulou et Hethat dans une courte interview au site officiel de la FAA. Ce sera la 3e compétition pour Lahoulou depuis son retour de Rio, après le meeting de Paris Saint-Denis, où il s'était contenté de la 6e place le 27 août dernier, avec un chrono de 48.92, avant de se ressaisir et de remporter ce samedi un meeting international en Turquie, en 49.42. Lahoulou avait devancé le médaillé de bronze aux jeux Olympiques de Rio, le Turc Yasmani Copello, finalement 2e en 49.88. De son côté, Hethat n'aura pas la tâche facile au meeting de Roverto, car appelé à défier trois Kenyans, en l'occurrence Nicholas Kipla Kipkoech, Boaz Kiprugut et Jackson Mumbwa Kivuva.

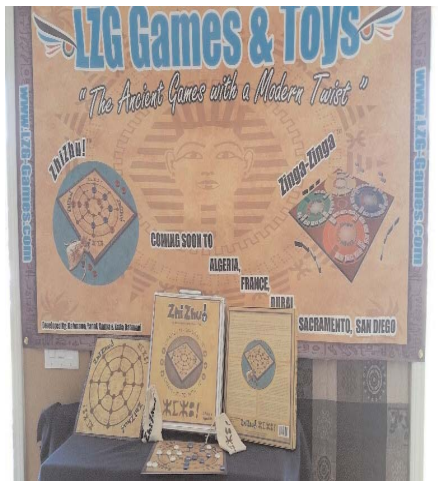
LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

Les jeux «Zinga-Zinga» et le «ZhiZhu» brevetés et lancés en Algérie

Dahmani souhaite réconcilier les familles avec les jeux de société



LE MICRO- ÉLECTRONICIEN de renom, l'Algérien, Dahmane Dahmani, auteur d'un riche parcours professionnel et scientifique mené aux Etats-Unis, et détenteur de six brevets d'invention chez Intel (le géant international des puces d'ordinateurs), est revenu en Algérie avec deux jeux de société inspirés de jeux millénaires. Il s'agit du Zinga-Zinga et du Zhi Zhu!(TM). Dahmani qui conçoit mal la société algérienne ainsi que la société sur le plan mondial et international, avec des familles totalement éloignées surtout avec l'invention des jeux vidéo souhaite réconcilier les membres de familles avec les jeux de société qui les regroupaient autrefois autour d'une même table. Qui n'a pas goûté autrefois aux délices d'un jeu de domino et de parties interminables de «dames» qui donnaient une saveur particulière entre les membres d'une même famille. C'est au quoi, justement, Dahmani souhaite inculquer à nouveau aux familles algériennes. «*Je trouve que les familles ne sont plus ce qu'elles étaient autrefois, avec cette manie qu'ont les jeunes de s'enfermer dans leur monde et de se consacrer uniquement à leurs jeux vidéo*», dira Dahmani, qui souhaite que les familles se regroupent à nouveau autour de jeux de société qui pourraient s'avérer aussi éducatifs, d'autant plus qu'ils s'adressentà une large frange de personnes.

Pour ce qui est du premier jeu, le ZhiZhu!(TM), il est inspiré d'un jeu qui date d'au moins deux mille ans. Il était joué dans une grande partie de l'Afrique du Nord, de l'Egypte jusqu'aux limites de l'actuel Maghreb, et c'est à Ath Saida, dans la wilaya de Béjaïa, que Dahmane Dahmani en a retrouvé les traces. Connu dans la région sous le nom d'El Feldja, ce jeu est également représenté par un dessein rupestre dans cette même région. En visite dans la région en 2015, Dahmani a décidé de porter encore plus loin le message que les habitants de ce village avaient gravé sur des dalles de pierre bleue à Thajmaat (lieu de rencontre des villageois). Quelques mois plus tard, il invente une nouvelle version de ce jeu avec des règles similaires mais plus évoluées. Il fabrique un prototype et le fait tester aux Etats-Unis où il organise des tournois dont un à la prestigieuse université de Berkeley où le département d'anthropologie l'invite à donner une conférence sur les jeux antiques. Une autre opportunité de faire connaître une partie du patrimoine national.

Par contre et pour ce qui est de l'histoire du «Zinga-zinga», elle est celle de la rencontre de la créativité d'un père et de la féconde imagination de son fils. En 2006, Yanni Dahmani, alors âgé de 12 ans a été pour beaucoup dans l'invention de ce jeu que son père avait imaginé à partir du jeu classique de domino, un autre jeu millénaire. Le Zinga-Zinga!(TM), jeu de chance et de stratégie, a été d'abord lancé aux Etats-Unis où il a fait la Une des médias.

Dahmane Dahmani a décidé de le lancer récemment en Algérie avec une version familiale et une version «voyage», en petit format. Zinga-Zinga!(TM) permet aux joueurs de s'affronter en découvrant, sur une carte, les images des monuments emblématiques de différents pays ou villes. Dahmani envisage aussi l'utilisation du Zinga-Zinga!(TM) comme une plateforme publicitaire pour les entreprises, tels que les hôtels...

Le jeu peut être proposé en version «pays» ou en version «villes», ce qui permet aux joueurs de s'amuser tout en apprenant la géographie et l'histoire avec cet outil éducatif.

A noter que Dahmani a créé la compagnie LZG Games & Toys, juste après sa retraite d'Intel et c'est cette compagnie qui détient les droits de production et qu'il manage avec ses enfants.

Mahfoud M.

ANEP/Librairie Chaib-Dzair

Rencontre avec Sekheri autour du livre

LES ÉDITIONS Anep convient les lecteurs à une rencontre avec Sid-Ali Sekheri autour du thème : «Cinq mille ans d'Histoire, conférence sur l'histoire universelle du livre» le mardi 6 septembre à partir de 16h30 à la librairie Chaiab-Dzair 1, avenue Pasteur.

La rentrée parlementaire

Djalou@hotmail.com

Suspension des programmes au TR Oran

Effondrement d'un balcon lors d'un spectacle pour enfants

L'effondrement, dû à la vétusté de la bâtisse datant de 1900, est survenu samedi vers 15h, lors de la représentation d'une pièce pour enfants, «El Assad wel Hattab».

Par Kamel L.

Les programmes du théâtre régional «Abdelkader-Alloula» d'Oran ont été suspendus jusqu'à nouvel ordre, suite à l'effondrement partiel d'un balcon, a indiqué lundi à l'APS, le directeur de l'établissement Ghaouti Azri. L'effondrement, dû à la vétusté de la bâtisse, est survenu samedi vers15h, lors de la représentation d'une pièce pour enfants, «*El Assad wel Hattab*» et n'a fort heureusement pas causé de victimes. «*C'est juste une petite partie du balcon qui est tombée sur une partie de l'orchestre, non occupée par le jeune public*», a assuré M. Azri, ajoutant que la direction a préféré suspendre le programme jusqu'à ce que les services du Contrôle technique de la construction (CTC) fassent le diagnostic et un état des lieux. Cette commission était attendue lundi après-midi. Elle doit se prononcer sur l'état du balcon et donner un avis sur la possibilité de reprendre les spectacles dans les jours à venir, a précisé le directeur du TRO. Selon M. Azri, la direction du théâtre avait formulé, à plusieurs reprises, la nécessité d'entreprendre des travaux de restauration et de réhabilitation de cette infrastructure, construite en 1900. Le rapport du CTC devra, par ailleurs, définir la nature des travaux à entreprendre au TRO. Le TRO, ex-Opéra d'Oran, compte parmi les rares établissements culturels de la wilaya d'Oran, à assurer une programmation régulière et continue à longueur d'année, aussi bien pour les enfants que pour les adultes.

K. L./APS

Emigration clandestine

Dix harraga interceptés au large de Mostaganem

DIX ÉMIGRÉS clandestins dont un mineur ont été interceptés, lundi, au large de Mostaganem, par les éléments des gardes-côtes, a-t-on appris de source sécuritaire. Ces harraga ont pris, dimanche soir, le départ à destination des côtes européennes, à bord d'une embarcation de pêche dotée d'un moteur, à partir d'une des plages de la région Est de Mostaganem. Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour évacuer ces émigrés clandestins, débarqués au port commercial de Mostaganem, au service des urgences de Tidjditt pour des contrôles sanitaires. Se trouvant en état de choc, les harraga sont par contre en bonne santé, ajoute-t-on de même source. Ces dix personnes dont l'âge varie entre 19 et 29 ans, seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem pour être jugés pour émigration clandestine.

Fatah Y.

Tizi Ouzou

Plus de 100 ha de couvert végétal détruits par les feux en une journée

PLUS de 114 hectares de couvert végétal ont été parcourus, avant-hier, par une dizaine de départs de feux dans la wilaya de Tizi Ouzou, selon un bilan établi par la Protection civile. Selon les précisions fournies par la même source, ces incendies ont détruit 33 ha de forêt, 44,5 ha de maquis et 37 ha de broussaille. Alors que 4 135 arbres fruitiers (la majorité des oliviers), 500 pieds de vigne et 140 ruches ont été également réduits en cendre par ces feux. Les plus importants ont été signalés au village Koudia (Ait Chafaa) avec 20 ha de maquis, 5 ha de chêne-liège, 3 200 oliviers et 140 ruches, à Mahmouchia (M'Kira) 20 ha de chêne-liège et maquis et 100 oliviers, à Leghrous (Makouda) avec 4 ha de chêne vert, 30 oliviers et 15 figuiers et 12 ha de broussailles et à Boumahni (Ain Zaouia) avec 10 ha de chêne-liège et 5 ha de maquis.

Hamid M.